

ATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/COM. 6 et 7/L.14
16 septembre 1953

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DU CO-PRESIDENT DU CONSEIL-MIXTE POUR LES AFFAIRES TOGOLAISES
CONCERNANT LE TOGO SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE
ET LE TOGO SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F
du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

Docteur S. KPODAR
Co-Président du Conseil-Mixte
pour les Affaires Togolaises
42, rue du Chemin de Fer
Lomé (Togo)

LOME, le 17 AOUT 1953

A MONSIEUR LE GOUVERNEUR DE LA F.O.M.
Commissaire de la République au Togo
S/c de Monsieur l'ADMINISTRATEUR-MAIRE DE LA
VILLE DE LOME

Monsieur le Commissaire de la République,

J'ai l'honneur de vous rendre compte que, conformément à votre lettre
No 491 DS/AP du 12 juin 1953 et à l'avant-dernier paragraphe de la déclaration
publique franco-britannique au sujet du Conseil Mixte, 13 délégués sur les 14
du TOGO sous tutelle française se sont réunis sur ma convocation pour
étudier le memorandum franco-britannique les 14 et 15 août 1953.

Des suggestions émises par les différents délégués il ressort la
résolution que j'ai l'honneur de vous adresser ci-jointe et qui a été votée
à l'unanimité à la fin de la séance du 15 courant.

Veillez agréer, Monsieur le Commissaire de la République, l'assurance
de ma haute considération.

(signé) .. illisible ..

COPIES:

Secrétaire Général O.N.U.
Ministre F.O.M.
Ministre des Affaires Etrangères en FRANCE
Consul Général de France à ACCRA.

R E S O L U T I O N

La Section du Togo sous Administration française du Conseil Mixte pour les Affaires Togolaises,

Réunie, sur la convocation de son Président, à Lomé les vendredi et samedi 14 et 15 août 1953, conformément à l'avant-dernier paragraphe de la déclaration publique des autorités administrant les deux Togos, pour exprimer ses vues touchant le principe de la reconstitution ainsi que les attributions, le mode d'élection et la composition du Conseil,

Après avoir examiné les propositions contenues dans ladite déclaration publique, adopte la résolution ci-après :

Considérant que le Conseil Mixte, tel qu'il existe actuellement dans sa forme, est parfaitement apte à remplir la tâche qui lui est dévolue, et qu'en conséquence il n'a nullement besoin d'être reconstitué;

Considérant que, comme les précédents organes créés depuis cinq ans pour traiter des affaires d'intérêt commun aux deux Togos, l'actuel Conseil Mixte est paralysé par la mauvaise volonté et la mauvaise foi de certains partis politiques qui, d'ores et déjà, élèvent à l'égard du nouvel organe projeté des exigences inacceptables telles que la parité du nombre des sièges à attribuer aux deux Sections, le suffrage universel direct;

Considérant que l'idée de la parité du nombre des sièges est tout simplement contraire au bon sens, et qu'il est inconcevable d'élire à côté de l'Assemblée Territoriale elle-même déjà élue au suffrage universel direct un autre organe suivant le même mode;

Considérant d'autre part qu'un retour devant les électeurs qu'aucune raison valable ne justifie ne peut que laisser le corps électoral et discréditer de ce fait l'idée même de démocratie au Territoire;

Considérant par ailleurs que l'attitude systématique de l'organisation des Nations Unies qui consiste à toujours céder aux exigences sans cesse renouvelées de certains partis politiques revient à donner, de la façon la plus anti-démocratique, la primauté aux recriminations de la minorité et à mépriser l'opinion de la majorité;

Attendu que les partis de la majorité ne sauraient, sans se déconsidérer, continuer de respecter et de suivre fidèlement les recommandations de l'O.N.U., alors que les partis de la minorité s'insurgent chaque fois contre elles

Considérant au surplus que l'idée de l'annexion du Togo Britannique à la Gold-Coast ayant gagné l'adhésion de la majorité des populations de ce Territoire sous Tutelle, l'existence du Conseil Mixte devient désormais sans objet;

Pour ces différentes raisons,

La Section du Togo sous administration française du Conseil Mixte pour les Affaires Togolaises

Attire l'attention de l'Autorité administrante et de l'Organisation des Nations Unies sur l'inutilité de la reconstitution de ce Conseil dont elle demande purement et simplement la suppression;

Les met en garde contre toute initiative qui ne se fondant pas sur l'accord formel de l'immense majorité de la population du Togo, ne pourrait que créer à nouveau le trouble dans les esprits et serait source de désordres;

Rappelle que les questions soulevées par les partis minoritaires (Comité de l'Unité togolaise et Juvento) à savoir : Unification des Ewes, Unification des deux Togos, d'ailleurs artificielles sont d'ores et déjà dépassées tant au Togo Français qu'au Togo Britannique;

Déclare dans ces conditions désirer qu'un point final soit mis à toutes ces équivoques de façon à permettre l'évolution rapide du Togo sous Tutelle Française dans le seul cadre où elle peut se faire valablement, celui de l'Union Française.

LE PRESIDENT,

Docteur S. KPODAR.

ATT - Mama Fousseni (signé) illisible	Tsévié - Agbodo Louis (signé) illisible
LOME - B.T. DOVI, empêché	Atakpamé - Anonene Pascal "
Anécho - LAWSON Raphaël "	Palimé - Akou Nicolas "
Wilson Robert "	Sokodé - Rincliff Jean "
Bassari - Bonfo "	Mango-Nambleam S. "
L/Kara - Agba M. "	Dapango-Tiem B. "
Assi R. "	
